



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

42 | 2011

La souveraineté populaire

La longue agonie de la « République » des ouvriers papetiers : insubordination et normalisation au travail (France, début du XIX^e siècle)

*The long agony of paperworkers' 'Republic': insubordination and normalization
at work (France, early nineteenth-century)*

*Das lange Leiden der „Republik“ der Papierhersteller : Aufsässigkeit und
Normalisierung der Arbeit (Frankreich, frühes 19. Jahrhundert)*

François Jarrige



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4108>

DOI : 10.4000/rh19.4108

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2011

Pagination : 101-118

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

François Jarrige, « La longue agonie de la « République » des ouvriers papetiers : insubordination et normalisation au travail (France, début du XIX^e siècle) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 42 | 2011, mis en ligne le 31 juillet 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4108> ; DOI : 10.4000/rh19.4108

FRANCOIS JARRIGE

*La longue agonie de la « République » des ouvriers
papetiers : insubordination et normalisation au
travail (France, début du XIX^e siècle)*

L'espace du travail où se déploie l'essentiel de la vie quotidienne des acteurs n'est pas ce lieu de domination unilatérale qu'on dépeint parfois. C'est un univers complexe où les légitimités s'affrontent dans une dialectique incessante entre revendication d'autonomie et stratégies de normalisation. L'atelier, la fabrique et l'usine sont aussi des lieux profondément politiques au sens où les revendications de maîtrise de son destin s'y énoncent sans cesse. La souveraineté comme principe abstrait d'autorité dans le corps politique s'invente progressivement¹ en rendant invisibles d'autres formes de revendication d'autonomie et d'autorité populaires, qui pouvaient s'exprimer dans des sphères plus quotidiennes comme celle du travail. La théorisation du principe de souveraineté, parallèlement au débat sur le libéralisme et la démocratisation des institutions au XIX^e siècle, dissimule le fait que pour beaucoup de groupes populaires la question abstraite du politique ne se posait pas indépendamment des formes d'organisation du travail qui modélaient leur quotidien et leur rapport au monde. Dans la France post-révolutionnaire, le métier reste la communauté de référence qui assure la médiation entre l'individu et la société, et l'interdiction légale des corporations n'a pas fait disparaître le sentiment d'appartenance professionnelle façonné par les interactions quotidiennes et les pratiques collectives. Nombre de travaux ont insisté sur la persistance des coutumes, des rites et des usages définissant les contours des identités professionnelles du premier XIX^e siècle². À rebours de la souveraineté abstraite fondée sur le principe de représentation et l'arithmétique des volontés individuelles, toute une tradition corporative, reprise ensuite par le syndicalisme, exalte les solidarités pratiques du métier, qui reposent sur une communauté d'identité et d'intérêt plutôt que sur l'agrégation abstraite des opinions³.

1. Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.

2. William H. Sewell, *Work and Revolution in France : The Language of Labor from the Old Regime to 1848*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, traduction française *Gens de métier et révolutions. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier, 1983.

3. Steven L. Kaplan et Philippe Minard [dir.], *La France, malade du corporatisme ? (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, 2004, p. 21.

La souveraineté du peuple sera donc pensée ici comme une expérience ouverte, inscrite au cœur des espaces sociaux du travail. L'objectif est d'interroger, sans donner de réponse *a priori*, les liens entre les revendications d'autonomie au travail, l'organisation du métier et l'affirmation du principe de souveraineté populaire. Les frontières sont en effet poreuses entre une «souveraineté corporative» en perpétuel mouvement et le principe de souveraineté populaire, entre le souci de maîtrise de l'univers technique quotidien et, au-delà, la vision d'un destin collectif. Plutôt que de postuler une définition du politique, il s'agit donc de suivre comment un groupe singulier revendique une autonomie d'action et un certain nombre de voies d'émancipation, et comment ces revendications apparemment «sociales» ou internes au métier rencontrent le champ plus vaste du «politique». À l'ère de l'industrialisation naissante, on sait qu'il n'existe ni classe ouvrière unifiée ni monde du travail cohérent, c'est l'hétérogénéité qui domine. Les capacités d'accès aux arènes politiques varient selon les ressources, les *habitus* et les capacités d'action de chaque groupe⁴.

L'exemple des ouvriers papetiers, dont les autorités ne cessent de dénoncer l'insubordination, offre un riche terrain pour envisager les interactions entre l'affirmation d'une souveraineté populaire abstraite, la revendication d'autonomie au travail et le processus de normalisation qui l'accompagne dans la première moitié du XIX^e siècle. L'histoire du papier et de sa fabrication a depuis longtemps retenu l'attention des historiens⁵. La structure économique et l'organisation singulière du travail dans ce secteur y a rendu la main-d'œuvre particulièrement turbulente et revendicative. À tel point que les autorités de l'Ancien Régime dénoncent régulièrement la «République» des papetiers : en 1756 Mignot, le subdélégué de Thiers en Auvergne n'ose pas faire arrêter un ouvrier car, écrit-il, cela «aurait certainement jeté une confusion générale dans ce corps républicain, qui, jaloux d'une prétendue indépendance chimérique, saisit les occasions de se signaler». Seize ans plus tard, en 1772, il dénonce encore cette «république d'ouvriers inférieurs, en habitude de faire la loi aux maîtres»⁶. Sous la plume des responsables de

4. Le monde des travailleurs du coton britannique étudié par Joanna Innes dans ce numéro est, par exemple, exceptionnel par sa capacité à accéder à l'arène parlementaire, d'autres groupes comme les imprimeurs-typographes parisiens, lettrés et situés à proximité des lieux de pouvoir, disposent également de ressources importantes pour se faire entendre dans l'espace public officiel.

5. Sans être exhaustif citons les travaux récents de Leonard N. Rosenband, *Papermaking in Eighteenth-Century France*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 2000, traduction française *La fabrication du papier dans la France des Lumières. Les Montgolfier et leurs ouvriers, 1761-1805*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Carnot, 2005 ; Pierre-Claude Reynard, *Histoire de papier. La papeterie auvergnate et ses historiens*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2001 ; Jean-Michel Minovez, «La papeterie auvergnate, chronique d'un déclin annoncé? (XVIII^e-milieu du XIX^e siècle)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, [à paraître en 2011] ; Louis André, *Machines à papier. Innovation et transformation de l'industrie papetière en France (1798-1860)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996 ; Marie-Hélène Reynaud, *Les moulins à papier d'Annonay à l'ère pré-industrielle, les Montgolfier et Vidalon*, Annonay, Éditions du Vivarais, 1981.

6. Charles-Moïse Briquet, «Associations et grèves des ouvriers papetiers en France aux XVII^e et

l'ordre, le mot « républicain » exprimait l'acharnement des classes populaires à revendiquer ce qu'elles estimaient être leur droit. Jean Nicolas a retrouvé une cinquantaine d'occurrences de ce type, appliquées à des groupes et des situations variées. Le terme « républicain » avait alors une connotation péjorative et désignait des faits d'insubordination déclarée ou larvée. Il était associé à mutinerie, indépendance, indocilité, etc...⁷ La « république » des ouvriers papetiers a été façonnée à l'époque moderne par l'expérience singulière du travail et par l'organisation du métier. Les modes, coutumes et rituels propres à ce groupe ont forgé son identité sociale et politique; ils lui ont donné des armes pour contrôler le marché du travail et l'organisation de la production. Mais, à l'aube du XIX^e siècle, cette quête d'autonomie de la main-d'œuvre et son insubordination apparaissent de plus en plus intolérables aux fabricants et à l'État. Dès lors, la souveraineté du métier va peu à peu être défaite et normalisée par l'effet conjoint des régulations juridiques et des bouleversements techniques qui accompagnent l'industrialisation.

LA FABRICATION DU PAPIER À L'ÈRE DES RÉVOLUTIONS

La fabrication artisanale du papier « à la cuve » apparaît en Europe au XIII^e siècle. Elle donne peu à peu naissance à un monde original par ses habitudes, son organisation, ses hiérarchies internes, sa maîtrise de son univers quotidien. Les chiffons constituent la matière première : ils sont lacérés puis transformés en bouillie; les fibres ainsi libérées sont ensuite levées à l'aide d'un tamis à travers lequel l'eau peut s'écouler; la feuille humide est ensuite pressée, puis séchée. Vient enfin la dernière étape : la feuille ainsi séchée est placée dans un bain de colle destiné à rendre les fibres plus homogènes entre elles; et finalement elle est polie (**fig. 1**). À ce stade, elle est prête pour l'écriture ou l'impression. Les principaux outils et machines utilisés dans le moulin à papier sont la roue hydraulique et les maillets qui permettent de triturer les chiffons dans la cuve et la presse utilisée pour expurger l'eau des feuilles en formation. Le besoin de chute d'eau pour mouvoir la grande roue du moulin à eau a façonné la localisation de cette activité le long des cours d'eau.

À l'époque révolutionnaire et dans les décennies qui suivent, la demande de papier augmente fortement. Les besoins de l'administration et la forte croissance des imprimés en font un produit stratégique. Les gouvernements européens s'efforcent d'ailleurs d'assurer l'approvisionnement en chiffons : en mars 1794 les ouvriers papetiers français sont dispensés de leurs obligations

XVIII^e siècles», *Revue internationale de sociologie*, n° 3, mars 1897, p. 161-190; Leonard N. Rosenband, *La Fabrication du papier...*, op. cit., p. 52.

7. Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 410.

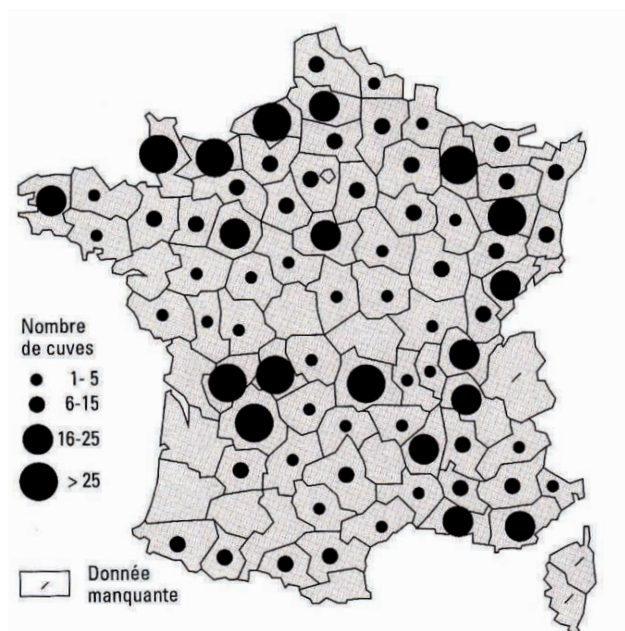


Fig. 1 : Passage à la colle et pressage. Source : De Lalande, *Art de faire le papier*, Nouvelle édition augmentée par J.-E. Bertrand, Paris, J. Moronval, 1820, pl. IX

militaires⁸. Au début du XIX^e siècle, l'activité papetière demeure très dispersée en France puisqu'on la rencontre dans plus de 70 départements. Néanmoins, quelques grandes régions de tradition ancienne se détachent comme l'Auvergne, la Normandie, l'Angoumois ou les Vosges. Dans ces zones, des pôles papetiers rassemblent des moulins en grappes le long du cours supérieur des petites rivières. Même si les petits moulins d'une seule cuve représentent toujours plus des trois quarts des installations, quelques fabriques plus amples réunissant plus de quatre cuves et une nombreuse main-d'œuvre se développent notamment en région parisienne, dans les Vosges, ou à Annonay. Situé dans le haut-Vivaraire, et bordé par les eaux abondantes des rivières qui confluent à Annonay, le petit centre de Vidalon est devenu un lieu de production particulièrement important au XVIII^e siècle⁹. Les Montgolfier y exploitent le créneau de la qualité et des marchés extra-régionaux : en 1771, Lyon, Paris et les marchés étrangers absorbent quasiment 60 % de la production. Mais sur ces marchés, ils se heurtent à la concurrence du « papier à la

8. Par exemple : Martine Tandeau de Marsac, « Papiers, papeteries et papetiers en Limousin à la fin du XVIII^e siècle », in Jean Boutier et Michel Cassan [dir.], *Les imprimés limousins, 1789-1799*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1994, p. 102-125.

9. Dès le milieu du XVIII^e siècle, Vidalon le Haut et le Bas abritaient cinq ou six cuves, ce qui en faisait déjà l'une des principales fabriques du pays, Leonard Rosenband, *La fabrication du papier...*, op. cit., p. 49.



Carte 1 : Géographie de l'industrie papetière en l'an II. Source : Gérard Béaur et Philippe Minard [dir.], *Atlas de la révolution française, volume 10 : Economie*, Paris, EHESS, 1997, p. 83.

hollandaise » très recherché en raison de sa finesse et de sa blancheur. Grâce aux nouvelles techniques comme les cylindres armés de tranchants, qui réduisent en charpie les tissus bien plus vite que les piles et maillets jusqu'alors en usage, les producteurs hollandais parviennent par ailleurs à accroître la productivité. Face à cette concurrence, le contrôle que la main-d'œuvre continue d'exercer sur l'organisation du travail apparaît de plus en plus comme une tyrannie insupportable, une routine qui freine le progrès.

La fabrication du papier était un art subtil qui a maintes fois été décrit dans l'historiographie. Maîtres et compagnons avaient foi dans les savoirs du métier et partageaient une intelligence pratique forgée au quotidien autour des cuves et des moulins¹⁰. L'organisation du travail associait de nombreux acteurs : les femmes triaient d'abord les chiffons, les ouvreurs plongeaient dans une cuve les morceaux de toiles tandis que les coucheurs, leveurs, sale-rans faisaient ensuite advenir progressivement les rames de papier. Les moulins réunissaient divers groupes possédant des compétences spécifiques, les femmes triaient et inspectaient la qualité des produits finis tandis qu'une

10. Les descriptions des étapes et des gestes du travail reposent en général sur les témoignages riches et précis de Joseph-Jérôme de Lalande, *Art de faire le papier*, Paris, Saillant et Nyon, 1761 ; Nicolas Desmarest, « papier (Art de fabriquer le) », *Encyclopédie méthodique. Arts et métiers mécaniques*, Paris-Liège, 1788, tome 5, p. 463-592.

multitude d'enfants s'adonnaient à divers petits travaux et que les vieux ouvriers – appelés les gouverneurs – étaient chargés du maintien du bon ordre et de la propreté de l'ensemble. À l'époque moderne, cette organisation complexe du travail s'était doublée de la mise en place d'une série de coutumes propres au métier et destinés à maintenir le contrôle sur le marché du travail.

« MODES » ET COUTUMES PAPETIÈRES

Leonard Rosenband a superbement reconstitué l'univers culturel et les coutumes de ce groupe à la fin du XVIII^e siècle. Les ouvriers papetiers constituaient en effet un univers à part, ils étaient engagés dans une lutte perpétuelle pour imposer leur vision du « bon ordre » dans le métier. Sous l'Ancien Régime, les compagnons papetiers s'étaient peu à peu constitués en associations locales, régionales, et peut-être même nationales, pour imposer ce qu'ils appelaient leur « mode ». Les papetiers n'ont jamais été reconnus par le mouvement des compagnons mais leur « association » ressemblait de très près aux compagnonnages, elle ne regroupait que les ouvriers et était soumise à des règlements officiels. Comme l'écrit un administrateur du XVIII^e siècle : « Les ouvriers papetiers des provinces de Languedoc, Auvergne, Dauphiné, Franche-Comté et Bugei [*sic*], forment entre eux une association dont le but principal est de ne souffrir aucun changement ni amélioration dans les fabriques où ils travaillent d'y maintenir les anciens usages ou modes, c'est leur terme... Ils ont toujours les yeux ouverts sur toutes les fabriques de leur province et même des provinces voisines, il ne suffirait pas pour le plus léger changement que le maître eut l'approbation des ouvriers il faudrait encore qu'il eut celle de toute l'association... »¹¹.

Un arrêt du conseil du roi du 2 février 1777 déplore que « les ouvriers des manufactures de papiers, se [soient] liés par une association générale au moyen de laquelle ils [...] se rendent maîtres du succès ou de la ruine des entrepreneurs ». Ces organisations servent de support aux conflits du travail : à Dijon, quatre papeteries sont désertées en 1776, au grand dam de l'intendant Dupleix qui dénonce « l'espèce de despotisme que les compagnons se sont attribués ». Les maîtres sont incapables « d'exiger d'eux qu'ils se conforment aux dispositions des règlements soit pour la manière de fabriquer les papiers, soit pour les temps et heures de travail, parce que si les maîtres veulent établir quelque police, les compagnons s'y refusent, délaissent ceux d'entre eux qui voudraient obéir, les condamnent à des amendes ou interdictions ainsi que les maîtres, en sorte que c'est la volonté de quelques mauvais sujets guidés souvent par l'ivrognerie et le libertinage qui fait la loi dans les

11. Cités par Marie-Hélène Reynaud, *Les moulins à Papier d'Annonay...*, *op. cit.*

papeteries et qui peut entraîner la ruine des fabricants par la désertion totale de ses compagnons»¹².

Cette agitation s'étend dans les années 1780. En 1788, à Mazamet, les ouvriers se mettent en grève pour garder le salaire-nourriture et faire reconnaître leur association par les maîtres ; ces derniers cèdent presque toujours sous la menace. Jusqu'aux années 1830, les ouvriers papetiers exercent ainsi un véritable contrôle sur le marché du travail. Au moyen d'une pression continue sur les fabricants et les propriétaires de moulins, ils s'efforcent de contrôler les embauches, de définir les horaires et les conditions du travail. Pour préserver leur pouvoir et leur emprise sur le processus productif, ils inventent un ensemble de rituels et de coutumes qui s'apprennent en même temps que le métier, chaque étape de la vie était marquée par des amendes et des célébrations qui devaient souder le groupe¹³. Pour les faire respecter, les compagnons désignaient leurs chefs dans chaque localité, ils prenaient le titre de *bels*, étaient inamovibles et veillaient à l'exécution des statuts¹⁴. Ce sont ces règles internes au groupe que les fabricants dénoncent peu à peu comme des freins au progrès et que les autorités du XVIII^e siècle stigmatisent comme un comportement « républicain ». Si les mots de « République » et « républicain » pour désigner les ouvriers papetiers disparaissent du langage des autorités dans la première moitié du XIX^e siècle – l'expérience de la Révolution et de l'Empire ayant irrémédiablement modifié le champ discursif désignant l'indocilité du peuple – les plaintes à l'égard de l'insubordination des ouvriers papetiers subsistent au moins jusque dans les années 1830¹⁵.

Cette insubordination est loin d'être unique alors, les modes des ouvriers papetiers participent en effet d'un univers marqué par le maintien persistant de l'autonomie de la main-d'œuvre. Divers travaux récents consacrés à l'exercice de l'autorité sur le lieu de travail ont insisté sur la persistance de l'insubordination ouvrière dans la première moitié du XIX^e siècle¹⁶. Dans la

12. Cité par Pierre Rouleau, « Les anciens moulins à papier de la Bourgogne », *Annales de Bourgogne*, 1981, tome III, p. 172-181.

13. Sur ces « coutumes », Leonard N. Rosenband, *La fabrication du papier...*, *op. cit.*, p. 83 et sq. Michael Sonenscher a également montré comment, pour assurer leur statut et leurs salaires, les artisans parisiens du XVIII^e siècle avaient recours à l'artifice culturel : ils inventaient des rituels et des célébrations qui devaient renforcer l'identité du groupe, cf. *Work and Wages. Natural Law, Politics and the Eighteenth-Century French Trades*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

14. « Statistiques industrielles de l'arrondissement d'Ambert – Papiers », *Annales scientifiques, industrielles et statistiques de l'Auvergne*, 1828, tome 1, p. 213-214.

15. Pour une réflexion stimulante sur l'évolution du regard des élites sur « le peuple », cf. Deborah Cohen, *La nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XXI^e siècles)*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

16. Alain Cottureau, « Sens du juste et usages du droit du travail : une évolution contrastée entre la France et la Grande-Bretagne au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 33, décembre 2006, p. 95-115 ; Alain Cottureau, « Droit et bon droit. Un droit des ouvriers instauré puis évincé par le droit du travail (France, XIX^e siècle) », *Annales ESC*, nov.-déc. 2002, n° 6, p. 1521-1557 ; Patrick Fridenson, « La subordination dans le travail : les questions de l'historien », in Jean-Pierre Chauchard et Anne-Chantal Hardy-Dubernet [dir.], *La subordination dans le travail. Analyse juridique et sociologique de l'évolution des formes d'autonomie et de contrôle dans la relation de travail*, Paris, La Documentation française, 2003, p. 59-69.

foulée de la Révolution, les manufacturiers ne cessent de stigmatiser « l'esprit de liberté » des ouvriers. Alors que les institutions de l'Ancien Régime et l'ancienne jurisprudence de contrôle restreignaient la négociation interindividuelle, le nouveau régime donne au contraire – selon Alain Cottureau – « libre cours à la discussion sur un pied d'égalité »¹⁷. Les plaintes des fabricants à l'égard de ce qu'ils appellent « l'insubordination » des ouvriers emplissent les discours du temps. Des manufacturiers tisseurs de Rouen en 1804 dénoncent ainsi la liberté des ouvriers et leur habitude de changer d'employeur dès que les conditions ou le prix ne leur conviennent pas. Ce type de pratique et de revendication était fréquent dans de nombreux milieux : on la trouve chez les ouvriers papetiers revendiquant sans cesse leur droit de contrôler, au nom des « lois du métier » et de leur « petite république »¹⁸ ; on la trouve encore chez les puissants tondeurs de draps dans les manufactures de draps étudiées par Gérard Gayot¹⁹.

Au sein des ateliers, la discipline et le contrôle de la main-d'œuvre restent fragiles. Même dans les grandes filatures concentrées, les fileurs et les fileuses étaient considérées comme des entrepreneurs d'ouvrage²⁰. Et la main-d'œuvre ne manquait pas de faire valoir ses prérogatives et de revendiquer l'autonomie au travail comme le montre abondamment les débats prud'homaux exhumés par Alain Cottureau. Dans les filatures concentrées, les ouvriers travaillaient en équipes autonomes. Le fileur adulte qualifié embauchait et rétribuait directement ses aides, reproduisant ainsi dans la grande usine certaines caractéristiques du rapport de dépendance du maître et de l'apprenti. Les travailleurs estimaient qu'une fois en place avec leur métier et leur équipe qu'ils avaient embauchée, une fois engagés à façonner telle quantité ou telle qualité de fil, le patron et son contremaître n'avaient pas à demeurer près d'eux. La lutte contre l'autonomie des ouvriers papetiers – ce qu'on appelait leur « République » au XVIII^e siècle – a emprunté plusieurs chemins parallèles contraignant la main-d'œuvre à adapter ses pratiques et ses modes d'action.

CONTRÔLE ET NORMALISATION JURIDIQUE DU MÉTIER

Dès le XVIII^e siècle, les fabricants demandent à l'État qu'il mette de l'ordre dans ces coutumes ouvrières et qu'il contrôle le métier. Les régulations étatiques doivent se substituer à celles imposées par la main-d'œuvre. En 1671, l'État avait déjà interdit aux papetiers d'engager tout ouvrier itinérant

17. Alain Cottureau, « Sens du juste et usages du droit du travail... », *loc. cit.*, p. 105.

18. Arch. nat. (Archives nationales), F12 2368 : Mémoire de Serve fils sur les abus des ouvriers papetiers (ce qu'ils nomment les « lois du métier », 1806).

19. Gérard Gayot, « Les "ouvriers les plus nécessaires" sur le marché du travail des manufactures de draps aux XVII^e-XVIII^e siècle », *Revue du Nord*, hors-série, n° 15, 2001, p. 209-237.

20. Philippe Lefebvre, *L'invention de la grande entreprise. Travail, hiérarchie, marché (France, fin XVIII^e-début XX^e siècle)*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.

avant qu'il ait pu produire un certificat de démission en bonne et due forme. Cette mesure émanait de législateurs qui croyaient que les compagnons, quel que soit le métier, étaient par nature instables et indisciplinés, et que les saisonniers étaient particulièrement turbulents²¹. En limitant cette « manie » des voyages qu'avaient les ouvriers papetiers – un souci qui transparaît dans les décrets royaux tout au long du XVIII^e siècle –, la loi était censée mettre un frein à leurs excès ou, plus précisément, empêcher les compagnons de développer et renforcer leur conception du bon ordre du métier. Comme le notait le magistrat de Thiers Merville dans « son mémoire pour la police des ouvriers papetiers », la facilité avec laquelle les ouvriers « séditieux » quittaient leur patron et s'assuraient un emploi ailleurs était « l'abus dont la réforme contribuerait infiniment à supprimer les autres abus »²². Mais cette réforme suscite également ses propres excès. Un employeur malveillant pouvait très bien, constate Leonard Rosenband, dresser un portrait à charge et totalement fallacieux des habitudes et des qualifications d'un ouvrier, exagérer une dette ou même gratifier l'infortuné d'un engagement inexistant ; ils pouvaient aussi, bien sûr, refuser de lui remettre le document. « Toujours porteurs de plusieurs congés », les compagnons papetiers trouvèrent le moyen de circonvenir la loi. Ils trafiquaient les faux certificats, tels ceux qui permirent à deux ouvriers de trouver du travail à Thiers en 1788, après avoir brutalement pris congé de leur ancien patron²³.

Les ouvriers du papier de la France révolutionnaire continuèrent à maintenir leur propre organisation. En 1791, la loi Le Chapelier, votée le 14 juin, prohibe toute forme de coalition et d'entente. En 1794, l'État, qui manquait cruellement de papier pour son papier-monnaie et ses arrêtés, promulgue un nouveau décret sur la police des papeteries : « Les coalitions entre ouvriers des différentes manufactures de papier, par écrit ou par émissaires pour provoquer la cessation du travail seront regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers »²⁴.

Comme l'avait fait le pouvoir royal avant eux, les régimes révolutionnaires confirment le droit des papetiers de former les apprentis et d'embaucher les compagnons selon leur bon vouloir. Le 2 septembre 1796 (16 fructidor an IV), un arrêté du Directoire adopte de nouvelles dispositions sur la police de la papeterie, signe de l'inapplication des dispositions antérieures : « Considérant [...] que les ouvriers papetiers continuent d'observer entre eux des usages contraires à l'ordre public, de chômer des fêtes de coteries ou de

21. Sur la mobilité croissante du peuple et les techniques d'identification mises en place pour y faire face cf. Daniel Roche, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003, p. 970 ; Vincent Denis, *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008.

22. Charles-Moïse Briquet, « Associations et Grèves des ouvriers papetiers... », *loc. cit.*, p. 173.

23. Leonard Rosenband, *op. cit.*, p. 117.

24. Philippe Antoine Merlin, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, Paris, Roret, 1827, volume 12, p. 33.

confréries, de s'imposer mutuellement des amendes, de provoquer la cessation absolue des travaux des ateliers, d'en interdire l'entrée à plusieurs d'entre eux, d'exiger des sommes exorbitantes des propriétaires, entrepreneurs ou chefs de manufactures de papiers, pour se relever des prescriptions ou interdictions de leurs ateliers, connues sous le nom de *damnations*; considérant qu'il est urgent de réprimer ces désordres en faisant exécuter les lois qui en punissent les auteurs, et par là de dégager le commerce, l'industrie et le droit de propriété des entraves et des vexations de la malveillance, arrête ce qui suit : sont rappelés les dispositions légales qui répriment les coalitions, amendes entre ouvriers, damnations, attroupements des ouvriers»²⁵. Cette police des ouvriers papetiers est sans cesse réaffirmée sous l'Empire et sous les monarchies censitaires, elle permet aux fabricants de plus en plus puissants d'embaucher des nouveaux venus et d'empêcher le contrôle du recrutement par les compagnons. Mais ces interdictions et ces règlements étaient insuffisants pour mettre un terme à l'autonomie de la main-d'œuvre.

Au début du XIX^e siècle, la dénonciation des « modes » des compagnons papetiers subsiste malgré la rupture révolutionnaire. Sous l'Empire, un modeste papetier auvergnat expose longuement les « abus » de ses ouvriers : l'abandon fréquent du travail risquait de paralyser la production, et si le papetier poursuivait en justice « un ouvrier mutin et insubordonné », il courrait le risque de voir sa fabrique incendiée²⁶. Sous la Restauration, les conflits continuent d'agiter la papeterie, la main-d'œuvre lutte pour la restauration et le maintien des anciens règlements. Une coalition des ouvriers d'une fabrique du canton de Dreux (Eure-et-Loir) préoccupe le comité des arts et manufactures en 1816, d'autant plus « qu'il y aurait eu une correspondance entre eux et les ouvriers de plusieurs autres papeteries »²⁷. À Thiers (Puy-de-Dôme), une coalition a lieu en 1815 pendant les Cent-Jours pour obtenir le respect des anciens usages (perception de la taxe d'apprentissage et paiement des journées chômées) et le patron doit céder. En décembre 1822, cinq « propriétaires des papeteries les plus importantes du royaume à cinquante lieues au rayon de Paris » se plaignent auprès du ministre de l'Intérieur de « l'obstination et [de] la persistance dans le maintien de tous les usages de corporation antérieurs à 1790 ». Les membres de la « corporation illégale » des papetiers tentent notamment d'interdire aux fabricants de recruter des apprentis « hors des familles de l'association », et exigent de chômer d'anciens jours de fête tout en étant payés²⁸. Les maîtres rédigent un projet d'ordonnance de police

25. Désiré Dalloz, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit civil, commercial, criminel, administratif, de droit des gens et de droit public*, Bureau de la Jurisprudence Générale, 1852, tome XXVII, p. 705.

26. Arch. nat., F12 2368, Jean-Baptiste Serve, « Mémoire adressé à Son Excellence le ministre des Manufactures et du Commerce concernant les abus qu'exercent les ouvriers papetiers dans les ateliers, et qu'ils nomment lois du métier » [1806].

27. Arch. nat., F12 4778 : Comité des arts et Manufactures. Minutes d'avis 1815-1816, 23 août 1816.

28. Cité par Jacqueline Lalouette, « Les insaisissables corporations du premier XIX^e siècle », in Steven L. Kaplan et Philippe Minard [dir.], *La France malade du corporatisme...*, op. cit., p. 156.

réunissant en un seul texte toutes les dispositions relative à la papeterie, il s'agit de combattre « les usages émanés de l'esprit de corporation, de coterie ou de confrérie ». Un dernier conflit éclate à Thiers en 1825 après le refus d'un patron de payer la « rente », mais cette fois le parquet entend briser la résistance ouvrière : la gendarmerie est requise et la répression est vive, le commissaire reçoit de tous les ouvriers « une déclaration [...] de ne plus penser à leurs anciens usages et promesses de suivre le règlement de 1815 », désormais affiché dans toutes les fabriques. Le pouvoir des ouvriers papetiers doit céder devant l'Etat²⁹. La même année, le préfet de Charente doit répéter les règlements face à l'insubordination des papetiers du département³⁰. Pour mettre un terme à l'insubordination, les interdits juridiques et les règlements ne suffisaient pas, c'était l'ensemble des structures socio-économiques qui la sous-tendait qu'il fallait modifier.

COMMENT « LA MÉCANIQUE A DÉLIVRÉ LE CAPITAL DE L'OPPRESSION DU TRAVAIL »³¹

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la mécanisation s'impose comme un puissant instrument de normalisation. Dès la fin du XVIII^e siècle, les Montgolfier s'étaient efforcés d'introduire la technique du cylindre hollandais pour rivaliser avec leurs concurrents tout en domestiquant leur main-d'œuvre. Avant de finalement triompher de leurs ouvriers en 1781, ils durent affronter des résistances et des oppositions continues pour imposer les nouvelles méthodes qui remettaient en cause l'autonomie des papetiers en permettant de leur substituer des nouveaux venus dans le métier. Si les Montgolfier parviennent à mettre au pas leurs ouvriers, d'autres échouent. Ainsi, à La Sône, près de Saint-Marcellin, l'industriel Jubié cherche également à installer des cylindres hollandais vers 1785, mais « l'insubordination de ses ouvriers, poussée à un point dont on a peine à se former une idée, l'a toujours arrêté »³². Dès la fin de l'Ancien Régime, les cylindres hollandais s'étaient répandus, on en comptait 111 en activité dans 14 généralités, on en trouvait

29. Daniel Martin, « Les ouvriers papetiers thiernois au XVIII^e siècle. Pratiques sociales et formes contestataires », in *Pays de Thiers. Le regard et la mémoire*, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut d'études du Massif central, 1989, p. 365-386.

30. Georges et Hubert Bourgin, *Les patrons, les ouvriers et l'État. Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, Paris, Honoré Champion, 1941, 3 volumes, volume 2, p. 141-143.

31. Formule utilisée par un industriel de Manchester et citée par Eugène Buret dans son enquête *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, 2 volumes, Paris, Paulin 1840, volume 2 ; elle est fréquemment reprise à l'époque pour désigner l'action normalisatrice du changement technique, notamment par Pierre Joseph Proudhon, *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, Paris, Librairie internationale, 1872, volume 1, p. 152 [1^{re} éd. 1846] ; cf. François Jarrige, « Le travail discipliné : genèse d'un projet technologique au XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 110, oct-déc. 2009, p. 99-116.

32. Cité dans Jean Nicolas, *La rébellion française...*, op. cit., p. 307.

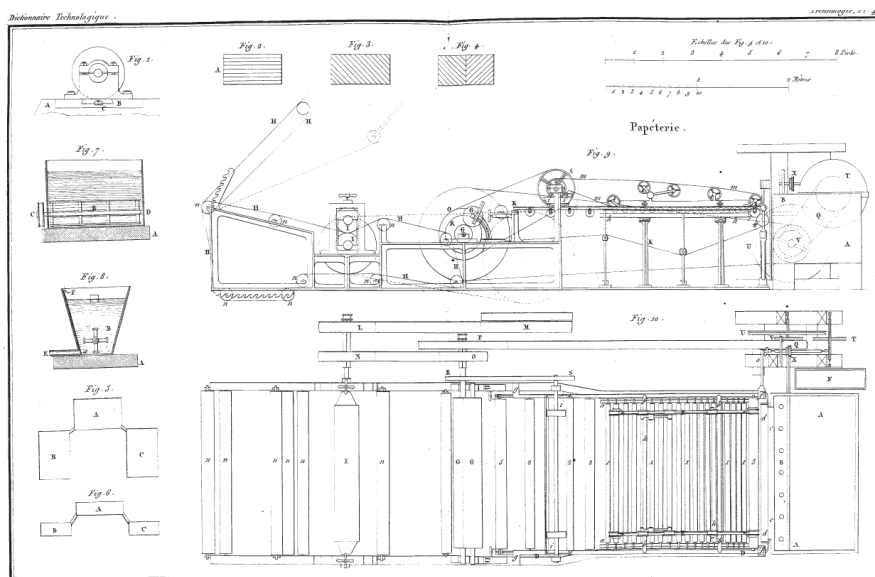


Fig. 2 : Élévation et plan de la machine à fabriquer le papier.

Source : Louis-Benjamin Francoeur, Louis-Sébastien Lenormand [dir.],

Dictionnaire technologique ou nouveau dictionnaire universel des arts et métiers et de l'économie industrielle et commercial, par une société de savants et d'artistes, Paris, Thomine et Fortic, 1822-1835, 22 volumes, volume 15, p. 211, planche 42.

presque partout hormis en Auvergne³³. Dans les vallées d'Auvergne en effet, les petits fabricants d'Ambert ou de Thiers « refusent l'innovation » à cause des coûts élevés et des incertitudes associées aux nouvelles méthodes, mais aussi en raison de l'idée qu'ils se faisaient de la qualité de leurs papiers et de la valeur des méthodes qu'ils utilisaient avec succès depuis longtemps³⁴. Par ailleurs, les anciens maillets étaient bien adaptés aux entreprises de taille moyenne qui dominaient dans les vallées auvergnates.

Mais c'est surtout au cours de la première moitié du XIX^e siècle que l'ancienne coutume des compagnons papetiers est mise en pièces par la machine à papier. Nicolas-Louis Robert avait pris un premier brevet dès 1799³⁵. Mais la machine fut le produit d'échanges transnationaux intenses et de perfectionnements continuels (fig. 2). Elle permet de substantiels gains de productivité et commence à se généraliser autour de 1830 : 110 machines sont mises en route entre 1830 et 1840. Elles bouleversent l'organisation du travail et la structure interne du métier³⁶. La machine intervient dans la phase centrale du

33. Pierre-Claude Reynard, *Histoire de papier...*, *op. cit.*, p. 189.

34. *Idem.*, p. 191 et 212.

35. « Leur république, la "race" inébranlable des compagnons avait survécu, avec leurs coutumes, à Louis XVI, Robespierre et Napoléon. Elle fut mise en pièces par la machine » écrit Leonard Rosenband, *La fabrication du papier...*, *op. cit.*, p. 206.

36. Pour une analyse précise du coût, de la genèse et des bouleversements introduits par la mécanisation, cf. Louis André, *Machines à papier...*, *op. cit.*, p. 169-186.

produit : la fabrication de la feuille. L'étape amont, celle de la préparation de la pâte, était déjà en partie mécanisée avec l'usage des cylindres. L'acclimatation rapide et relativement pacifique de ces méthodes s'explique par de nombreux facteurs : stratégie pour ne pas heurter de front la main-d'œuvre, localisation rurale et dispersion des papeteries à l'écart des centres politiques, caractère progressif de la mécanisation, souci de conserver les anciens ouvriers de cuve pour les postes les mieux rémunérés de conducteur de machines. Si la mécanique détruit indéniablement les tours de main et l'organisation du travail, les capitalistes ont le souci de recréer autour de la machine une équipe hiérarchisée et soudée ainsi que de nouveaux savoir-faire³⁷.

L'un des buts de la mécanisation était par ailleurs la réduction du contrôle exercé par les ouvriers sur leur rythme de travail et, par le biais de l'apprentissage, sur les recrutements. Selon le témoignage de Léger Didot, qui employait Robert comme commis dans sa fabrique de papier d'Essonne, la machine était une réponse directe à l'esprit de corps et à l'autonomie des ouvriers : « Dégoûté, ainsi que moi, de la mauvaise conduite de la corporation des ouvriers papetiers, [Robert se décida] à chercher le moyen de fabriquer du papier sans leur secours »³⁸. Un biographe tardif de Robert assure également qu'« il fut vivement frappé des graves difficultés que présentait la direction de trois cents ouvriers, dont les têtes, naturellement vives, étaient encore exaltées par les idées et les événements du temps », c'est pourquoi il « conçut le projet de fabriquer du papier au moyen d'une machine qui pourrait fonctionner à l'aide d'un petit nombre d'ouvriers »³⁹.

La fonction normalisatrice et de contrôle social attribuée à la machine est fréquemment mentionnée. Le rapport de la section Papeterie de l'exposition de 1827 la décrit sans ambages : « Les anciens compagnons papetiers étaient dans l'usage de mettre en interdit une fabrique dont ils étaient mécontents. Le propriétaire était obligé de se racheter à prix d'argent, pour éviter leur désertion. L'établissement des machines, en rendant les maîtres plus indépendants de leurs ouvriers, a beaucoup contribué à la réforme de cet abus, qui paraissait un mal incurable dont on peut espérer l'entière destruction. Ce sera un éminent service rendu par les arts mécaniques à l'ordre social »⁴⁰.

La main-d'œuvre était pleinement consciente des conséquences des nouvelles méthodes sur leur autonomie. Les fabricants devaient négocier en permanence avec les travailleurs pour introduire les machines⁴¹. Le directeur de la

37. *Idem.*, p. 246-248, 253.

38. Cité par Henri Gachet, « Les grèves d'ouvriers papetiers en France au XVIII^e siècle jusqu'à la Révolution », in *Papers of the Twelfth International Congress of the International Association of Paper Historians*, Haarlem, 1972, p. 125-148, cit. p. 140.

39. Archives du monde du travail (Roubaix), 179 AQ 266, Firmin Didot, techniques de papeterie : J. Bréville, *Notice biographique de Nicolas-Louis Robert, inventeur de la machine à papier continu*, Dreux, Imprimerie de Ch. Lemenestrel, 1873.

40. Louis Héricart de Thury, *Rapport sur les produits de l'industrie française*, Paris, Imprimerie royale, 1828, p. 193-194.

41. Louis André, *Machines à papier...*, *op. cit.* ; pour une comparaison avec d'autres secteurs d'acti-

société anonyme du Marais, Delatouche, déclare par exemple devant l'assemblée générale des actionnaires du 9 janvier 1831 qu'il a « été obligé de refuser une fourniture considérable parce que voulant, autant par humanité que par intérêt que vous comprendrez facilement, ne pas réformer plus d'ouvriers, je préfère avec raison, je le crois, donner momentanément à la machine moins d'activité jusqu'à ce que la réforme puisse se faire sans secousses et en des circonstances plus heureuses pour la classe ouvrière »⁴².

La mécanisation renforce par ailleurs les oppositions entre fabricants et favorise l'apparition de nouvelles alliances entre ouvriers et petits maîtres. Lors de l'enquête de 1829, les plus modestes se plaignent de la concurrence des machines introduites par les plus gros. Le papetier de Macronay (Jura) regrette ainsi que « les propriétaires d'usines à mécanique, fabricant une quantité au moins triple de papiers en obtenant une économie considérable sur les gages des ouvriers peuvent donner leurs produits à meilleur compte »⁴³.

SOUVERAINETÉ POPULAIRE ET REVENDICATIONS PAPETIÈRES AUTOUR DE 1830

L'inquiétude et les plaintes ouvrières accompagnent la diffusion de ces machines. Mais face à la normalisation croissante du métier, les anciennes organisations deviennent inopérantes. La main-d'œuvre et les petits maîtres développent alors de nouvelles stratégies pour faire entendre leurs revendications. Aux lendemains de 1830, la Révolution et l'avènement du nouveau régime bouleversent la sphère d'expression de la souveraineté populaire, les ouvriers en profitent pour faire entendre leurs voix. Alors que le roi a été renversé à Paris au nom de la souveraineté du peuple, divers groupes dont les papetiers choisissent d'exprimer leurs plaintes et revendications dans des formes nouvelles⁴⁴. Ils tentent notamment d'intervenir dans le champ politique au moyen des pétitions. En septembre 1830, les « ouvriers et manufacturiers » du canton de Malaucène (Vaucluse) se plaignent ainsi auprès de la Chambre qu'« au moyen des mécaniques, les ouvriers en général deviennent nuls et les manufacturiers brassiers ruinés »⁴⁵. La pétition d'une localité voisine ajoute que « pleins de confiance au gouvernement de Sa Majesté Louis-Philippe I^{er} », les « fabricants manifestent le plus vif désir pour que l'existence actuellement compromise des ouvriers, soit désormais assurée par une loi ou ordonnance

vité cf. François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Carnot, 2009.

42. Cité par Louis André, *Machines à papier...*, *op. cit.*, p. 247-248.

43. Arch. nat., F12 2368 : enquête de 1829 citée par André Louis, *Machines à papier...*, *op. cit.*

44. François Jarrige, « Les ouvriers parisiens et la question des machines au début de la monarchie de Juillet », in Patrick Harismendy [dir.], *La France des années 1830 et l'esprit de réforme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Carnot, 2006, p. 211-222.

45. Arch. nat., C 2106 : pétition de Malaucène (Vaucluse), 20 septembre 1830, 18 signatures.

royale, seul moyen propre à les rassurer contre les craintes que la propagation des machines leur exposent [sic] sur l'avenir et dont ils en ressentent déjà les effets»⁴⁶. Alors que les « lois du métier » sont devenues inaudibles et illégitimes, les travailleurs s'efforcent de leur substituer des réglementations nationales, adoptées dans l'arène parlementaire, désormais seule source légitime de souveraineté.

L'échec de ce type de demande laisse parfois la place à des actions plus violentes. Ainsi, en août 1831, deux brigades de gendarmerie sont rassemblées en Charente « afin de prévenir et de s'opposer à la destruction de la fabrique à papier qui se trouvait menacée par les ouvriers papetiers des usines de ce département »⁴⁷. Le négociant Callaud avait en effet importé une machine d'Angleterre quelques années plus tôt et fondé la première papeterie mécanique du département. Les petits fabricants, alliés aux travailleurs, se retranchent derrière la qualité de leurs produits et dénoncent les « perturbations » et les risques de surproduction causés par ces machines : « Le gouvernement doit protection aux machines, mais leur doit-il encouragement quand leur effet est d'ôter le travail aux ouvriers sans qu'il en résulte amélioration dans la qualité des produits et quand au contraire la légère diminution du prix des marchandises fabriquées par les machines, est à peine proportionnée à la diminution de qualité qu'elles présentent ? Nous ne le pensons pas. Par cette raison, lorsque le gouvernement fait faire des adjudications pour des fournitures de papier, ne serait-il pas convenable qu'on ordonnât de donner la préférence aux papiers fabriqués à bras d'hommes en tant qu'il ne résulterait pas préjudice à l'État sous le rapport de la qualité et du prix »⁴⁸.

Ce point de vue est repris par Auguste Lacroix qui exploitait avec ses frères la petite papeterie paternelle de Saint-Cybard à Angoulême. Dans un pamphlet contre les nouvelles mécaniques, il adosse son argumentation à un rappel des troubles populaires de 1830 : « Lorsque quelques jours après les mémorables journées de Juillet, la classe ouvrière occasionna quelques troubles en France au sujet des mécaniques, comme tout homme qui désire le maintien des lois, je blâmais cette conduite arbitraire ; je contribuais à réprimer ces désordres, et c'est avec plaisir que je les vis cesser ». Pourtant, ajoute-t-il, « ayant toujours envisagé le système mécanique comme préjudiciable au commerce et à la France entière, j'adoptais intérieurement leur cause, et je reconnus la validité de leurs plaintes »⁴⁹. Le réquisitoire contre les machines accusées de réduire des deux tiers le personnel employé dans les

46. Arch. nat., F12 2281 : pétition de Vaucluse (Vaucluse), 21 septembre 1830, 35 signatures.

47. Arch. nat., F7 3950 : rapport de Gendarmerie, service extraordinaire, août 1831, cf. Louis André, *Machines à papier*, op. cit., p. 129-132 ; Auguste Lacroix, *Historique de la papeterie d'Angoulême*, Paris, Lainé et havid, 1863, p. 91.

48. Arch. nat., F12 2281 : rapport sur la crise de la papeterie par les fabricants d'Angoulême, 10 septembre 1831.

49. Auguste Lacroix, *Examen du système mécanique appliqué à la fabrication des produits industriels en France, principalement celle du papier, ou la première cause de la chute du commerce et de l'industrie en général*, Paris, Delaunay, 1831, p. 10.

papeteries mécaniques et de dégrader la qualité des produits se fait au nom d'un appel au Peuple souverain placé au premier plan de l'actualité par la révolution de Juillet.

À la même époque, en Angleterre, les ouvriers papetiers du comté de Norfolk demandent également l'instauration d'une taxe sur les machines et leurs productions⁵⁰. Certains ouvriers papetiers profitent d'ailleurs des émeutes rurales de 1830 contre les batteuses – les fameuses *Swing Riots* – et de l'ouverture des possibles permis par les événements politiques, pour tenter de détruire les nouveaux procédés. Le 26 novembre 1830, jour de marché, un grand nombre d'ouvriers papetiers s'assemblent ainsi dans la ville de High Wycombe pour protester contre l'usage des machines. Certains fabricants reçoivent des lettres de menaces les invitant à abandonner les mécaniques. Effrayés, ils choisissent parfois de reporter leur installation⁵¹.

Mais les autorités repoussent ces demandes et justifient l'utilisation des machines en rappelant leur fonction disciplinaire : « les machines à fabriquer mécaniquement le papier ont l'avantage de détruire une corporation qui maîtrisait les fabricants, fixait les salaires qu'ils devaient payer ainsi que les produits dont ils devaient se contenter ». Avant leur invention, les fabricants « étaient obligés de subir ces condamnations de leurs propres ouvriers sous peine de ruine ». Désormais, « les machines à fabriquer ont mis ordre à cet état de choses qu'aucun gouvernement n'avait pu changer ? »⁵².

De même, lors de la présentation des machines à l'exposition industrielle de 1834, le rapporteur Charles Dupin précise : « Ce moyen plus économique, plus rapide, plus puissant deviendra bientôt le seul qui puisse être pratiqué sans perte. Alors disparaîtra l'ancien système de fabrication à la main qui présente en outre les inconvénients, les dangers même des coalitions ouvrières »⁵³. Pour les industriels, la mécanisation devient la solution aux désordres ouvriers qu'ils ne cessaient de condamner depuis le XVIII^e siècle. Autour de 1830, la mécanisation devient également un enjeu politique, dans la papeterie comme dans d'autres secteurs. Face à la main-d'œuvre et aux maîtres les plus fragiles exigeant la régulation du machinisme au nom de la souveraineté populaire victorieuse en 1830, les élites industrielles et libérales voient au contraire dans la machine l'incarnation de la raison en marche contre la barbarie et la sauvagerie populaire.

*

50. 'A petition of Journeymen Paper-Makers in the county of Norfolk against machinery', *Journals of House of Commons*, 18-19 mai 1830, tome 84, p. 442.

51. Eric Hobsbawm et Georges Rudé, *Captain Swing*, London, Lawrence & Wishart, 1969, p. 144-145 ; Leonard N. Rosenband, 'Comparing combination acts: French and English papermaking in the Age of Revolution', *Social History*, 2004, 29 (2), p. 180-183.

52. Arch. nat., F12 2281 : rapport de M. Darces sur la demande des fabricants d'Angoulême (1831).

53. Charles Dupin, rapporteur de l'Exposition industrielle de 1834, cité par Denis Woronoff, *Histoire de l'industrie*, Paris, Le Seuil, 1998 [1^{re} édition 1994], p. 236.

La papeterie illustre quelques uns des objectifs de la mécanisation durant la première moitié du XIX^e siècle : lutter contre les désordres sociaux, éroder les sphères d'autonomie ouvrière et normaliser les comportements. Dès le milieu du XIX^e siècle, l'ancienne coutume des ouvriers papetiers a été détruite par la rencontre de l'efficacité technique et du nouvel ordre juridique post-révolutionnaire. Peu après leur disparition et leur remplacement par des nouveaux venus – souvent des ruraux – travaillant aux mécaniques, l'insubordination des compagnons papetiers devient l'enjeu d'une nouvelle lutte politique et symbolique qui constitue sans doute la dernière étape du processus de normalisation. Au fur et à mesure que les anciennes coutumes et pratiques de travail s'évanouissaient, le monde de la papeterie a été promu à la fin du siècle au rang de véritable « laboratoire » d'études des relations sociales⁵⁴. Alors que le syndicalisme et le droit du travail émergent, les érudits locaux puis les historiens comme Emile Levasseur font des papetiers une main-d'œuvre tyrannique qui freine le progrès et les initiatives patronales par ses revendications incessantes⁵⁵. D'autres, immergés dans un mode de pensée ruraliste qui dénonce le gigantisme d'un industrialisme interdisant des relations sociales harmonieuses, idéalisent au contraire ce monde disparu.

La coutume des ouvriers papetiers illustre en définitive l'un des nombreux modes d'expression de l'autonomie du peuple dans la première moitié du siècle, elle repose sur une solidarité fondée sur une communauté de travail et une promiscuité de vie, sur un sentiment d'appartenance à un milieu original par son rythme, ses horaires, ses difficultés mêmes. L'affirmation de la revendication d'autonomie ne passe pas par des mots d'ordre qu'on dirait aujourd'hui politiques mais par des pratiques quotidiennes et ritualisées en vue de conserver le contrôle du groupe sur le travail et l'existence. Mais à l'ère du libéralisme et de l'industrialisme conquérant, cette revendication d'autonomie et de contrôle s'oppose à la montée des profits et de l'autorité patronale, considérés comme contraire aux « avantages en nature » qu'offrait le métier, notamment le temps libre et les pratiques conviviales. Cette autonomie entre deux ordres sociaux apparaît de plus en plus nettement dans la première moitié du XIX^e siècle, elle aboutit à un vaste processus de normalisation qui prit la forme d'une réaffirmation incessante des interdits et des règlements et d'une transformation technique de l'organisation du travail. La longue agonie de la « République » des ouvriers papetiers est à cet égard représentative d'un processus plus large de normalisation du monde du travail et de ses pratiques à l'ère industrielle naissante. C'est seulement après 1830, alors que leur ancienne « république » et leurs « modes » semblaient définitivement condamnés, que certains ouvriers et petits maîtres choisirent de réinscrire leurs revendications dans la sphère d'une souveraineté politique

54. Pierre-Claude Reynard, *Histoires de papier...*, op. cit., p. 170-180.

55. Cf. par exemple la thèse de Henri Gazel, *Les anciens ouvriers papetiers d'Auvergne*, Clermont-Ferrand, Dumont, 1910.

instituée en s'adressant au nouveau gouvernement issu des barricades. Mais il était déjà trop tard, leurs revendications étaient désormais inaudibles, et leur petite « République » était devenue incompréhensible pour les contemporains engagés dans la lutte pour l'avènement prochain du gouvernement républicain.

*François Jarrige est maître de conférences à l'Université de Bourgogne
(Centre Georges Chevrier, UMR CNRS 5605)*